

Sur la pandémie. Nous comptons aujourd'hui près de 89 000 décès. En Italie le seuil de 100 000 vient d'être dépassé.

En moyenne il y a 20 000 nouveaux cas par jour et 76% des lits de réanimation sont aujourd'hui occupés en France.

Les moyens manquent et pire on se demande à quoi a joué le gouvernement dans sa méthode d'approvisionnement en vaccins au sein de l'UE puisque on sait que la Grande Bretagne a, par exemple, déjà vacciné plus de 22 millions de personnes. Le gouvernement a-t-il oui ou non tenté de favoriser Sanofi (rappel : en juillet Sanofi devait verser 300 millions de doses à l'UE) aux dépens de la vaccination de tous au plus vite, et donc complètement loupé le coche de doses de vaccins moins chers et accessibles beaucoup plus rapidement. (Sanofi n'a finalement pas fourni ses doses...) ? Les Français voient bien que quelque chose ne va pas (mais pas encore quoi exactement) et c'est encore pire quand on leur demande de faire de nouveaux efforts en termes de restrictions tout en continuant à aller travailler trop souvent dans des conditions difficiles. Y-a-t-il scandale d'Etat sous roche ou au moins de gros doutes sur la sincérité et l'intégrité du gouvernement ? N'y a-t-il pas encore une histoire de gros sous qu'on a cherché à capter aux dépens de tous ?

Avec le temps, les doses arrivent tout de même et nous finirons certainement par nous en sortir, même en comptant les morts et même avec plus de 100 000 décès. Mais la fatigue est bien là, une certaine résignation aussi mais la colère, la défiance, elle aussi, est bien là. Il est tout à fait possible aussi qu'une campagne massive de vaccination qui n'arriverait qu'au printemps finissant, réussisse à apaiser tous les esprits.

Mais une fine analyse même tardive de la gestion gouvernementale ne risque-t-elle pas de déstabiliser une fois de plus le gouvernement ? Et donc de renforcer toutes les oppositions ? Côté économique et social, les suppressions d'emploi massives pressenties, la fin du chômage partiel et l'application de la réforme de l'assurance-chômage ne vont-elles pas se rajouter à ces problématiques pour renforcer à nouveau la défiance, quand, au printemps, à l'automne ? Il se peut aussi que la reprise économique ait lieu aussi ou que les effets de la crise soient artificiellement reportés à plus tard...

Les mois qui viennent sont encore très incertains et on va devoir continuer à vivre longtemps avec ce virus.

C'est pourquoi, à mon avis, pour compléter ma première contribution concernant les scrutins à venir et au vu également des derniers sondages qui montrent une gauche rabougrie, divisée ou pas, il me paraît complètement risqué, et de plus en plus, de débattre aujourd'hui et trop rapidement de candidature(s) sans prendre en compte aujourd'hui l'état d'un pays complètement dépendant et presque à la merci d'une telle situation sanitaire et sociale avec des institutions qui réellement ne fonctionnent pas comme elles le devraient (voire France/UE/Sanofi), et dans de très nombreux domaines essentiels: Santé, Police, Justice, Education,... D'où un très fort désir d'ordre et de discipline qui en ressort et qui pourrait s'opposer à toute forme de progrès ou d'évolution progressiste tel qu'ils peuvent être présentés aujourd'hui, même éventuellement par Macron... c'est dire... Peut-être vaut-il mieux aujourd'hui réactiver nos idées et nos stratégies auprès de nos bases en les élargissant plutôt qu'en petit comité en haut, et trouver donc une autre issue ? Pour rappel, dès 2002, il y a bientôt 20 ans, nous avons appelé à voter à droite (Chirac) pour dire non à Le Pen. Il y a quelques jours, le ministre des Finances de Grande Bretagne, Rishi Sunak, **Conservateur**, a dit compter, dès que possible, sur la base d'une certaine reprise économique, augmenter l'impôt sur les sociétés de 19 à 25% pour "commencer à réparer les finances publiques". Il a dit aussi : "Je sais que les Britanniques n'aiment pas les impôts. Moi non plus. Mais je sais qu'ils aiment encore moins la malhonnêteté."

Le Blanc Mesnil, le 9 mars 2021. Antoine FOTI